

Madagascar : Il faut réviser la Route pour la Démocratie

Tribune – Lu Ailleurs - Mark Koenig, pasteur Eglise presbytérienne – 30/03/11

Tout comme la soif de démocratie en Afrique du Nord, les Etats-Unis (USA) ont l'opportunité de soutenir le retour à la démocratie à Madagascar. Les USA peuvent le faire en appelant la SADC à réviser l'actuelle feuille de route de la Grande Ile, avant la rencontre programmée le 31 Mars 2011.

En Mars 2009, un coup d'État avait permis à Andry Rajoelina, l'ancien maire de la capitale Antananarivo, d'évincer le président démocratiquement élu de l'Ile, Marc Ravalomanana. Avant ce coup d'État, Madagascar montrait des progrès dans beaucoup de secteurs. En 2008, l'Ambassadeur américain avait déclaré : « Il est difficile de montrer un autre pays d'Afrique où autant de changement pour le mieux a été réalisé. »

Depuis le coup d'État, les USA ont poursuivi une politique duale à Madagascar : D'un côté, il a condamné la prise de pouvoir anticonstitutionnelle comme coup d'Etat militaire. D'un autre, il a fait écho aux demandes des putschistes pour que Ravalomanana démissionne de la présidence, en omettant de mentionner qu'il a été forcé de quitter sous la menace et les actions militaires. À plusieurs titres, les USA ont soutenu de manière louable les efforts de l'Union Africaine et de la SADC dans le cadre d'une négociation d'une résolution pour la sortie de la crise politique de Madagascar. Pourtant, Washington n'a pas appuyé les sanctions ciblées sur le plan économique et des voyages de certains responsables clé, préconisées par l'UA, malgré une volonté de restreindre les autres formes d'appui au régime Rajoelina. Une réponse internationale plus ferme dès les premiers jours de la crise auraient pu aider à restaurer la démocratie au plan constitutionnel.

Maintenant, les USA doivent décider s'ils vont soutenir une feuille de route négociée par la SADC qui donne à Rajoelina un pouvoir dictatorial et qui lui permet de se présenter aux élections présidentielles, malgré les conditions du point de vue de l'âge établies par la constitution d'avant le coup d'État.

Une souffrance immense

Peu d'acteurs, dont les USA, contestent la nécessité urgente de mettre fin à cette crise politique : car elle a apporté une souffrance immense de plus à une population qui fait déjà partie des plus pauvres du monde. En Juillet 2010, le représentant de l'UNICEF à Madagascar, décrit les nombreux défis auxquels la population est confrontée depuis le coup d'État : « De nombreuses familles ont des problèmes pour maintenir leurs enfants à l'école, et trouver tous les jours de quoi manger assez est problématique. Mais le plus grand défi pour les enfants à Madagascar est l'accès aux soins de santé. Un quart des centres de santé ont été fermés, et tout le système d'achat et de distribution des médicaments essentiels est en train de s'effondrer dans le pays. »

Les statistiques récentes indiquent que depuis le coup d'État, la pauvreté a augmenté de 9%, ce qui signifie qu'il y a environ 1.800.000 nouveaux pauvres. Le financement du gouvernement pour la santé a baissé de 8 USD par personne en 2008 à 2 USD par personne en 2010. De même, la réduction significative du financement dans le secteur de l'éducation a signifié dans les faits la fin de l'éducation gratuite dans l'école primaire.

Le régime Rajoelina a supprimé une grande partie des libertés, dont le droit à la liberté d'expression et de réunion. Selon le Département d'État US, Amnesty International et d'autres agences de presse, ce régime disperse sous la force les manifestations publiques, tire sur les manifestants pacifiques, ont fermé des douzaines de stations de radio indépendantes, traficote l'indépendance de la justice, harcèlent et mettent en prison les acteurs qui plaident en faveur de la démocratie constitutionnelle.

Plus Rajoelina et son administration demeureront à la tête de Madagascar, plus grand et profond sera le désastre au plan économique, humanitaire et environnemental.

Actions unilatérales

L'UA, la SADC, la communauté internationale reconnaissent ces dangers depuis le début. Ils ont condamné le coup d'État et aidé à établir un plan pour retourner à la normalisation constitutionnelle. D'abord cette réponse concertée semblait réussir quasiment. En Août 2009, les négociateurs de la SADC avaient pu réunir les 4 factions politiques majeures de Madagascar : représenté par le gouvernement en action de Rajoelina, le président évincé et les deux anciens chefs d'État. Ils avaient pu sécuriser un accord à Maputo pour établir un gouvernement de transition multilatéral, en préparation de nouvelles élections. Malheureusement, le régime Rajoelina a répudié cet accord de Maputo et l'accord subséquent d'Addis-Abeba, et avant la fin de l'année, il annonçait de manière unilatérale qu'il était le nouveau dirigeant en avançant aussi son propre programme d'élections.

En Novembre 2010, Rajoelina a tenu un referendum unilatéral sur une nouvelle constitutions, malgré les protestations du Département d'État en déclarant alors : « Les structures et le processus créés par le gouvernement de fait demeurent insuffisamment démocratiques et consensuels . » En s'opposant contre cette élection, des leaders de l'opposition ont été emprisonnés pour avoir osé défier l'interdiction par Rajoelina de manifester publiquement pour un boycott. La SADC a décidé de ne pas reconnaître les résultats du référendum.

Récompense pour Rajoelina

Au contraire, la SADC a lancé un nouveau round de médiation pour établir un nouveau gouvernement de transition, mandaté pour tenir des élections législatives et présidentielles. Une 3^e version de cette « feuille de route » a été signée par les partis dont la plupart sont loyaux à Rajoelina le 09 Mars 2011. Mais elle a été boycottée par les 3 factions principales de l'opposition, qui ont rejeté les pouvoirs larges accordés par cette feuille de route à Rajoelina.

La feuille de route de la SADC confère une légitimité internationale à Rajoelina et lui donne le pouvoir de désigner le premier ministre, les autres membres du gouvernement (nommés à partir des candidats nommés par le premier ministre), les membres du parlement et les membres de la commission électorale. Les autres conditions stipulent que :

- ▶ le premier ministre ne doit pas être originaire de la même province que Rajoelina ou faire partie de la même plateforme politique que lui.
- ▶ les personnes désignées soient présentées par les différents groupes qui ont signé la feuille de route
- ▶ l'équité du point de vue politique, géographique et en genre soit respectée.

La feuille de route valide le remplacement du parlement démocratique par Rajoelina avec des organes désignés.

Par ailleurs, en violation de la constitution en vigueur avant le coup d'État, le plan prépare le terrain d'Andry Rajoelina en consolidant son pouvoir et lui permettant explicitement de se présenter aux élections présidentielles dans les élections futures, pourvu qu'il démissionne 60 jours avant les élections. En même temps, il impose des restrictions de voyage au président démocratiquement élu du pays Marc Ravalomanana, lui interdisant de retourner dans son propre pays.

Comme l'a noté the Economist, la feuille de route nous donne la preuve que « manifestement les coups d'État, ça paie ! »

Rajoelina n'a pas attendu que l'équipe de médiation de la SADC soumette la feuille de route à la communauté internationale avant le début de la mise en œuvre. Il a immédiatement désigné à nouveau Camille Vital comme premier ministre le 16 Mars. Ce malgré les objections des 3 principales factions de l'opposition qui avaient déclaré que en tant que allié politique le plus proche, Vital ne satisfaisant pas aux critères de la feuille de route pour un candidat de « consensus ». Pourtant, le médiateur en chef de la SADC, Leonardo Simao, a soutenu ouvertement la nomination, le considérant : « cohérent avec la feuille de route. » Le 15 Mars 2011, en violation de la feuille de route, la police secrète de Rajoelina, la Direction de la Sécurité du Territoire (DST) a arrêté Mamy Rakotoarivelo, le négociateur en chef de la feuille de route de la faction politique de Ravalomanana.

Ce serait un terrible précédent

Appuyer sans réserve l'actuelle feuille de route de la SADC constituerait un terrible précédent. Dans une interview au début de ce mois, le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale tanzanien faisait la remarque précédente : « Quand vous tentez de déloger un gouvernement élu du pouvoir par des procédures non démocratique, vous devriez être conscient que le monde ne se contentera pas de regarder en se mettant à l'écart. Il vous enlèvera de là aussi du pouvoir parce que les élections libres et régulières constituent un des critères reconnus internationalement pour évaluer la capacité démocratique d'un pays. » . Après avoir évincé le Président Ravalomanana, Rajoelina avait recherché la reconnaissance des Nations Unies, l'Union Africaine, la SADC (South African Development Community). Aucun d'eux ne l'avait appuyé et ce fut un gros camouflet pour lui (Rajoelina).

La feuille de route de la SADC légitime la présidence de Rajoelina et donc le coup d'État qui l'a amené au pouvoir. Cette feuille de route, telle qu'elle est, représente une victoire :

- ▶ du pouvoir militaire sur la règle constitutionnelle
- ▶ et de l'action unilatérale sur la négociation multilatérale.

Si la feuille de route doit être une chance d'aider le peuple malgache à retrouver sa voie vers une démocratie stable et le rythme pour un développement économique dont ils jouissaient avant 2009, il faut y opérer des révisions substantielles.

Pour le bien du peuple de Madagascar et pour prévenir le fait que le coup d'État commis par Rajoelina ne devienne pas par ailleurs une source pour encourager d'autres dictateurs en perspective, les États Unis et la communauté internationale doivent encourager la SADC à s'engager dans un round de négociations plus inclusives afin d'assurer une transition véritablement consensuelle.

Mark Koenig 28 March 2011

Mark Koenig est un [pasteur de l'église presbytérienne](#), en charge de l'aumônerie auprès des Nations-Unies.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Madagascar-II-faut-reviser-la,15691.html>